

# Éducation, Formation Professionnelle et Enseignement Supérieur en Guinée : un regard lucide sur les réformes annoncées

## 1ère partie<sup>1</sup>

Dans l'ouvrage "Quel avenir pour les jeunes de Guinée ?" publié en 2005 chez l'Harmattan, j'identifiais déjà les défis majeurs de l'éducation en Guinée, mettant en lumière les enjeux impliquant divers acteurs. Ce recueil, réunissant des auteurs guinéens, pose des questions cruciales : De quel système éducatif bénéficient les jeunes guinéens ? Quelles sont les conditions de vie des étudiants à l'intérieur et à l'extérieur du pays ? Quelle part de responsabilité revient à l'État, à la société, à l'école, à la famille, aux étudiants et aux élèves dans l'avenir des jeunes guinéens ?

Il y a maintenant deux décennies donc, je plaçais déjà pour une refonte profonde du système éducatif et la nécessité d'une politique définissant clairement la voie à suivre. En 2023, lors d'un atelier à Paris sur le système éducatif guinéen, organisé par une association de jeunes guinéens en Île-de-France et l'Agence Guinéenne pour la Promotion de l'Emploi (AGUIPE), mes propos restaient les mêmes.

Cependant, face à une vague de publiereportages et à une succession d'annonces de réformes précipitées, masquées derrière une communication effrénée, il est impératif de porter un regard critique sur les annonces dans le domaine de l'éducation, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Notre objectif est de contribuer à éclairer les citoyens et les décideurs, et d'éviter les errements qui pourraient compromettre l'avenir collectif d'une Guinée déjà aux prises avec une crise persistante depuis son indépendance.

En septembre 2021, l'espoir était permis avec l'arrivée d'une équipe jeune aux commandes. Deux ans et demi plus tard, il est malheureusement nécessaire de reconnaître que l'action mobilise des recettes anciennes et qu'elle incarne davantage le nouveau visage d'une vieille tradition guinéenne marquée par le populisme et la médiocrité. Il paraît utile de rappeler que *"quand la culture sert la médiocrité, elle devient de l'inculture"*.

Oui, on tente avec une certaine réussite, il faut bien l'avouer, de transformer des procédés d'énonciation non scientifiques en arguments d'autorité qui acquièrent une importance particulière, car hélas, la sphère politique et journalistique utilise la « vraie science » pour justifier des annonces teintées d'un amateurisme certain, sur les sujets de l'éducation et de la recherche.

À travers une série d'observations factuelles et d'indicateurs, cette première partie examine de manière critique les annonces de réformes au MEPUA, vantées à grands renforts de communication dans les médias en ligne, les éditoriaux et les publications sur Facebook. Une seconde partie, à paraître prochainement, mettra l'accent sur celles respectivement du ministère de l'enseignement technique et celui de l'enseignement supérieur. Enfin, dans une troisième partie l'accent sera mis sur les propositions à implémenter pour donner cohérence et direction à un secteur vital pour le présent et l'avenir du pays. Il est temps de mettre fin à ce cirque carnavalesque actuel afin d'éviter des dérives qui compromettraient de manière irréversible le destin de la Guinée.

---

<sup>1</sup> Disponible en ligne, merci de cliquer [ici](#)

## Un trop faible niveau de dépenses publiques en faveur de l'éducation

Le faible niveau du capital humain constitue une contrainte pour le développement économique du pays. Pourtant, les rapports succèdent, mais

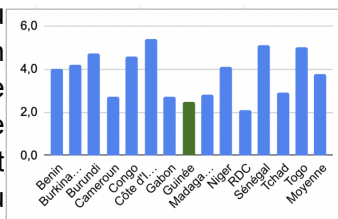


Figure 1: Dépenses publiques dans l'éducation pays PASEC

ont la même saveur. La Guinée est l'un des (ou le) pays qui dépense le moins pour le secteur éducatif tout niveau confondu (fig 1). Elle est classée bonne avant dernière sur les 14 pays du Programme d'Analyse des Systèmes Educatif de la Confemen (PASEC) en matière de dépenses publiques pour l'éducation. Comme le fait observer le graphique ci-contre, avec 2.8% du Produit intérieur brut (PIB), elle est même en dessous de la moyenne constatée dans la zone, qui s'établit à 3.8%. La Côte d'Ivoire culmine à 5.3% soit une différence de 2.5 points. Il convient de rappeler que la croissance du PIB a été forte entre 2015-20, s'établissant en moyenne à 6,9 % (4,1 % pour le PIB par habitant), soutenue par le boom minier<sup>2</sup>. On s'attendrait à une redistribution d'une partie substantielle de cette richesse nationale dans le secteur de l'éducation. La gouvernance actuelle n'a pas opté pour ce choix judicieux. Les dépenses dans l'éducation sont à moins de 15% des dépenses totales de l'Etat, et n'atteignent donc pas le minimum préconisé pour la région.

## Une privatisation de l'éducation avec une prééminence des écoles à statut privé

Pour rappel, sur les 2.107.600 élèves du primaire en 2020, 32% fréquentaient une école privée au niveau national (fig. 1). A Conakry, la capitale, c'est 7 jeunes sur 10 qui suivent leur scolarité dans une école privée (fig. 2). Dès lors, il apparaît sans surprise que si la logique

est suivie, le nombre d'admis serait supérieur dans le privé et à Conakry par rapport aux autres régions du pays. C'est ce qui est observé dans les résultats nationaux de ces 2 dernières années, pourtant qui semblent avoir étonné certains. Si la tendance des chiffres 2014-2020 public/privé n'est pas inversée, l'école guinéenne du primaire sera majoritairement privée au niveau national à l'horizon 2025-26, c'est à dire demain. La situation est encore pire dans l'éducation préscolaire où 9 jeunes sur 10 fréquentent un établissement privé.

Notons toutefois que, en guise de bonne nouvelle, le MEPUA a entrepris de construire 1000 salles de classes au niveau national, pour un coût global de 50 millions de \$US (dont 30.2 millions pour le bâti et 8.4 millions pour des maternelles et les nouvelles technologies) acquis auprès de la Banque Mondiale. Encore de l'argent qu'il faudra rembourser. Le coût de revient environné d'une classe est donc de 30.2 mille \$US hors équipement, exorbitant par rapport au coût de référence habituellement pratiqué. De même, ces 1000 salles de classes sont une toute petite goutte d'eau dans la grande mare de salles manquantes à l'intérieur du pays.

Rappelons ce que le gouvernement du CNRD déclarait en 2022 à travers le ministre de l'EPUA après un conseil

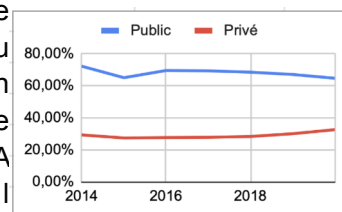


Figure 2: Evolution part du privé au National

des ministres consécutif à une tournée à l'intérieur du pays : « 1080 écoles publiques hangar dont 1066 au niveau primaire, réparties comme suit : Boké (282), Faranah (53),

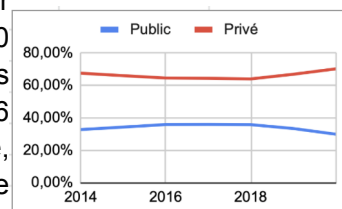


Figure 3: Evolution part du privé à Conakry

<sup>2</sup> Source: Banque Mondiale, appui stratégie transition 2022

Kankan (387), Kindia (81), Labé (65), Mamou (31) et N'Zérékoré (167) ». Il annonça également l'existence de « 2058 écoles et établissements sans latrines, 5710 écoles et établissements sans points d'eau, des localités sans écoles, des écoles sans clôture en zones urbaines, des chantiers de construction d'écoles inachevés depuis plusieurs années ». Il aurait donc fallu un vrai choc d'investissement pour juguler le manque, notamment en zones rurales où ces manques sont constatés pour la plupart.

### **Une accentuation progressive des inégalités éducatives**

Toutes les études de ces dernières années convergent vers la même conclusion : le système éducatif guinéen est très inégalitaire. C'est particulièrement le cas de l'analyse de la performance des élèves dans l'évaluation PASEC-2014. On observe des indicateurs qui marquent des différences importantes entre les zones rurales et urbaines tant au niveau national qu'à l'échelle des régions, ainsi qu'entre les écoles publiques et privées, les enseignants de l'enseignement général et professionnel par rapport à ceux de l'enseignement supérieur, entre filles et garçons et également entre les enfants issus de milieux éduqués et ceux issus de familles paysannes.

À titre d'illustration, les dépenses actuelles dans l'éducation (qui n'ont jamais atteint le seuil de 15% minimum comme préconisé pour la région), selon l'analyse de la Banque Mondiale favorisent l'enseignement supérieur avec 40 % des ressources, alors qu'il ne représente que 4 % du total des inscriptions et aggrave ainsi les inégalités. De même, le quintile le plus pauvre ne reçoit que 11 % des dépenses publiques d'éducation, contre 33% pour le quintile le plus riche.

De plus, environ 32 % des ressources allouées à l'éducation de base sont gaspillées en raison des abandons et des redoublements. Ces données soulignent les défis importants

auxquels le système éducatif est confronté et la nécessité d'une réforme urgente pour garantir un accès équitable à une éducation de qualité pour tous les citoyens.

C'est pourtant dans ce contexte qu'en février 2022, suite à la destruction à Dixinn du domicile privé de l'ancien Premier ministre et leader du parti politique UFDG, le gouvernement de transition du CNRD a décidé d'y ériger une nouvelle école primaire publique, dite d'excellence. D'autres écoles d'excellence ont été annoncées pour l'intérieur du pays, mais pour l'instant elles sont restées au stade d'annonces. L'édification de l'école d'excellence à Dixinn questionne par son incohérence au vu des indicateurs sur les inégalités éducatives.

Selon le ProDEG, la cible pour l'indicateur « ratio élèves par salle de classe au primaire » (c'est à dire le rapport entre le nombre d'élèves et le nombre de salles de classe au primaire) est de 45% en 2023. Dans la commune de Dixinn, ce ratio s'établissait à 39,4 % en 2021 contre 54% à Matam et 40,7 à Matoto. Pire, si on observe un autre indicateur, le taux net de pré-scolarisation, la préfecture de Beyla traîne à 0.8% et celle de Koumba à 1.2%. De même, le nombre d'enfants par éducateur est à 32.7 à Dixinn, l'un des meilleurs de la capitale, contre 39 à Kaloum et 37 à Matam et Matoto. On peut donc observer que la décision de mise en place de cette école dans ce secteur précis n'obéit ni à une logique de réduire les inégalités scolaires, avec toutes les écoles hangars par ailleurs, ni globalement d'améliorer les indicateurs nationaux.

### **Le coût faramineux des examens scolaires nationaux**

Nous rappelions précédemment que 32% des ressources allouées à l'éducation de base sont gaspillées en raison des abandons et des redoublements scolaires.

Pourtant, le MEPUA s'illustre comme Ministère des examens, devenu une préoccupation

majeure du MEPUA, détournant ainsi l'attention des véritables enjeux éducatifs. Cela s'est accentué ces deux dernières années. L'organisation des examens de l'année 2020 a coûté 45 milliards de GNF contre 55 milliards pour ceux de l'année 2023, selon les chiffres du MEPUA lui-même<sup>3</sup>. Des milliards, d'un budget de l'éducation déjà durement éprouvé et largement faible comme montré précédemment, et orientés majoritairement dans une politique de "sanction" des élèves en lieu et place d'un vrai mécanisme d'évaluation. Pourtant, pour avoir le niveau global des étudiants issus du système d'enseignement, des évaluations qui répondent aux standards internationaux existent. Le niveau global des élèves, les facteurs de réussite et d'échec sont largement connus. Les résultats les plus récents sont fournis par le PASEC dans son rapport de 2020. Ce dernier analyse en détail le niveau des élèves du primaire en mathématiques et en langue française dans les 14 pays du programme, dont la Guinée. Si le MEPUA se targue d'avoir organisé les examens les plus "propres" et rendu public les « vrais » résultats, il semble tirer une conclusion hâtive et erronée d'un niveau très faible des élèves et confondre tous les acteurs dans une responsabilité collective sans nuance (élèves, parents, éducateurs, gouvernants). Dépenser 55 milliards pour arriver à une conclusion aussi précipitée sans une analyse sérieuse dans le contexte difficile que vivent les Guinéens est au mieux irresponsable, au pire irrespectueux vis-à-vis des concitoyens et de leurs efforts.

### **Un taux d'échec aux examens en décalage avec la trajectoire dessinée par le ProDEG**

En 2022, neuf jeunes sur dix dans le second cycle du secondaire ont échoué au baccalauréat. De même, ils sont autour de 8 jeunes sur 10 à échouer respectivement au BBEPC et au Certificat d'Études Élémentaires

(CEE). Ces résultats n'appellent à aucune fierté de la part d'un dirigeant.

En se glorifiant d'avoir organisé les examens scolaires les plus "propres" et d'avoir osé publier pour la première fois les "vrais résultats", qui attestent ainsi du niveau très bas des élèves, le ministre chargé du pré-universitaire a tenté d'absoudre la responsabilité de l'État à travers le gouvernement de la transition du CNRD, et avant elle, celle des gouvernements précédents dans ce qu'il estime être l'indicateur de qualité de l'enseignement guinéen.

Afin de donner quelques éléments de repère aux lecteurs, rappelons que l'éducation guinéenne est caractérisée par un taux brut d'achèvement (TBA) faible ; Ce taux mesure le pourcentage d'élèves qui achèvent un certain niveau d'éducation, indépendamment de leur âge; en 2020 il s'établit à 46.1% au collège pour 65.6% (56.5% pour les filles) au primaire. Dans le secondaire, s'il est de 92% à Conakry, il n'est que de 28 et 29% respectivement dans les régions administratives de Kankan et Faranah. Ces chiffres sont indicateurs d'une forte disparité entre zones scolaires et une inégalité certaine. De plus, le baccalauréat semble être utilisé comme variable d'ajustement pour les places disponibles dans le supérieur, occasionnant ainsi des redoublements à dessein, avec les coûts faramineux que cela implique pour l'État et la société. La littérature scientifique est quasi unanime pourtant à souligner l'inefficacité du redoublement et son impact durable et négatif sur la trajectoire scolaire des élèves<sup>4</sup>.

Aussi, se limiter à déclarer sans précaution, ni études sérieuses, que l'enseignement privé a mieux réussi dans les examens que celui de l'enseignement public relève d'un manque de profondeur d'analyse certain. Rappelons qu'à Conakry, 9 écoles sur 10 sont des établissements privés dans le primaire. Dès

<sup>3</sup> <https://guinee114.com/education-guillaume-hawing-devoile-le-cout-global-des-examens-nationaux/>

<sup>4</sup> PASEC, 2021

lors, il paraît évident que les résultats obtenus aux examens se rapprochent de cette proportion. Il est vrai que le ministre qui était chargé du MUPEA est un "amoureux" des chiffres, à en croire les sorties multiples sur les réseaux sociaux et les médias locaux. Cela ne semble pas lui avoir conféré une certaine clairvoyance dans l'analyse des résultats catastrophiques. Catastrophiques non pas uniquement en raison du faible niveau des élèves selon notre point de vue, mais entre autres en raison de la mauvaise évaluation, que dis-je sanction, dont ils sont victimes. Comment comprendre que des jeunes entre 10 et 12 ans, par exemple pour le CEE, soient évalués exclusivement sur leurs compétences supposées en calcul et en lecture. Combien de ces jeunes excelleront certainement dans des domaines artistiques ou manuels, par exemple ?

Comment peut-on objectivement comprendre qu'un examen, mal conçu par ailleurs, passé à un si jeune âge, détermine l'avenir de cette catégorie d'enfants, qui sont l'avenir de la Guinée ? Irresponsabilité et manque de discernement de la part des autorités sont des qualitatifs qui semblent faibles pour caractériser cet état de fait.

En guise de conclusion, dans cette partie de la série d'analyse sur l'éducation, l'enseignement professionnel, l'enseignement supérieur et la recherche & innovation en Guinée, j'espère avoir donné matière à ouvrir un débat serein sur la problématique cruciale de l'éducation. J'ai notamment exprimé mon inquiétude face aux réformes annoncées ces dernières années, souvent entourées d'une communication excessive et superficielle de point de vue. J'ai critiqué l'absence de continuité dans les réformes éducatives entreprises par le MEPUA sous l'ère du CNRD, en soulignant notamment la mise à la retraite de milliers d'enseignants expérimentés sans remplacement adéquat.

Le texte met également en lumière le faible niveau de dépenses publiques en faveur de

l'éducation en Guinée, avec une gestion très centralisée, ainsi que la prédominance croissante des écoles privées au détriment des écoles publiques, exacerbant les inégalités éducatives.

En outre, j'ai souligné le gaspillage de ressources publiques lors des examens scolaires nationaux, soulignant leur coût élevé et l'absence de véritable mécanisme d'évaluation de la qualité de l'enseignement. Je suis de ceux qui dénonce également le taux d'échec élevé aux examens, en décalage avec les objectifs du Programme Décennal de l'Éducation de la Guinée (ProDEG).

Dans une seconde partie, je reviens sur quelques mesures rendues publiques dans l'enseignement professionnelle et celui de l'enseignement supérieur et la recherche. Dans une dernière partie, je propose de formuler des solutions aux défis identifiés dans les deux premières parties, soulignant l'importance d'une réforme globale et cohérente pour l'avenir de l'éducation en Guinée.

**Gayo Diallo**  
Enseignant-chercheur